

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la situation en Birmanie et le soutien de la France à l'opposition birmane, à Paris le 26 septembre 2007.

Je voulais dire mon soutien et le soutien le plus total de la France à l'opposition birmane. Je demande à la junte birmane de faire très attention au respect des Droits de l'Homme, s'agissant des manifestations pacifiques qui se déroulent en ce moment. La France n'acceptera pas que l'opposition birmane soit muselée. La France, qui préside le Conseil de sécurité, demande une réunion d'urgence pour que des sanctions soient adoptées sans tarder. La France demande que l'Union européenne prenne également des sanctions, en conséquence des violations des Droits de l'Homme.

La France appelle l'ensemble de ses sociétés privées, Total par exemple, à faire preuve de la plus grande retenue s'agissant des investissements en Birmanie pendant qu'il n'y a pas de nouveau. La situation est extrêmement préoccupante et nous ne pouvons pas accepter les comportements aussi contraires aux Droits de l'Homme et aux droits de l'opposition. Et naturellement, j'étais très heureux de recevoir le chef de l'opposition en Birmanie et lui assurer du soutien sans ambiguïté de la France.

Q - Allez vous appeler M. Desmarest ?

R - Tout ce que je dis publiquement, c'est encore bien plus important que ce que je pourrais faire par un coup de téléphone. Par ailleurs, je serais très heureux qu'une délégation de l'Union européenne puisse se rendre en Birmanie. Rama Yade, dans ce cas, y représenterait la France de façon à ce que chacun comprenne la préoccupation française en la matière. Notre soutien va aux démocrates et nous ne pouvons pas accepter que les gens soient frappés, tués parce qu'ils manifestent une opinion. Nous ne pouvons pas accepter que des gens soient assignés à résidence ni en prison.